

newsletter 08 2012 [14 juin 2012]

## C'est du Grec pour moi !

### Hégémonie et désespoir

*Stavros Panagiotidis, Institut Nicos Poulantzas Institute*

Avant les élections du 6 mai, le résultat le plus probable paraissait être la formation d'un gouvernement de Nouvelle démocratie (conservateurs) et du PASOK ((sociaux-démocrates). Toutefois, le mot d'ordre de « gouvernement de gauche », porté dans l'arène politique par Alexis Tsipras, a conduit les gens à considérer SYRIZA pas seulement comme une force de protestation, mais comme un parti de gouvernement, offrant un projet pour surmonter la crise. Les résultats ont rapproché la réalisation de ce qui ne semblait qu'un bon slogan.

Au début de la dernière semaine précédant les élections, la bataille politique, en Grèce, a cristallisé la différence entre les deux pôles principaux, d'une part, *Nouvelle Démocratie*, puissance dominante du pôle pro-Mémorandum, d'autre part, *SYRIZA*, la plus importante force politique anti-Mémorandum. Il est tout à fait caractéristique que lors des élections du mois dernier, *SYRIZA* soit arrivé en tête chez les travailleurs du secteur privé, les fonctionnaires, les travailleurs indépendants et les chômeurs, y compris chez les moins de 55 ans et dans les grands centres urbains. Ainsi, il a reçu un soutien étonnamment fort des segments les plus dynamiques de la société grecque. La présentation des positions du parti a encore accru ce mouvement. Dans les avantages comparatifs importants de *SYRIZA*, se trouve le fait que, pour les citoyens, il représente une nouvelle force politique, contre les politiciens corrompus des deux (ex) grands partis. Aujourd'hui, *SYRIZA* semble surfer sur une grosse vague. Cette vague est la nécessité pour le peuple d'une renaissance grecque, le désir d'enfin changer quelque chose dans ce pays, qui a été gouverné par les deux mêmes partis depuis la chute de la dictature en 1974. L'opinion publique peut ne pas connaître en détail le programme de *SYRIZA*. Le parti, cependant, en raison de sa constante position anti-Mémorandum, à cause de laquelle il a refusé de participer à une coalition gouvernementale avec la *Nouvelle Démocratie* et le *PASOK*, semble convaincre que c'est là que réside le seul véritable espoir d'une nouvelle avancée politique et morale en Grèce. L'hégémonie à laquelle

semble parvenir SYRIZA est telle que le parti gagne l'appui du peuple, même si ce dernier ne parvient pas à croire qu'il appliquera l'ensemble de ce qu'il dit. Mais l'espoir d'une renaissance est aussi fort que sa nécessité.

### **Soumission ou résistance, qui l'emportera ?**

*Nouvelle Démocratie*, par ailleurs, se révèle totalement incapable de formuler une proposition politique porteuse d'espoir. C'est tout à la fois parce qu'elle a accepté le cadre politique du Mémorandum et que, en raison des nombreux changements de position de ses dirigeants, elle a perdu sa crédibilité. Antonis Samaras évoque la nécessité de « renégociation » du mémorandum – et non de son annulation sur laquelle s'engage SYRIZA - c'est-à-dire d'en modifier certains détails. Ce que propose surtout le parti n'est pas une perspective, mais la peur. L'argument de base de *Nouvelle Démocratie* – et presque le seul - est que, à cause de SYRIZA, la Grèce sera chassée de la zone euro. Depuis que chacun a dû admettre qu'il n'existe pas de possibilité légale d'exclure un pays de l'UEM, contre sa volonté, la propagande de *Nouvelle Démocratie* affirme que si un gouvernement grec annule le Mémorandum, le pays n'obtiendra pas de prêts et sera contraint de quitter l'UEM afin d'avoir sa propre monnaie. Ce serait la conséquence du refus de la troïka (UE, BCE, FMI) d'accepter les termes d'un gouvernement de gauche. Mais lorsqu'on demande aux représentants de *Nouvelle Démocratie* ce qu'ils feraient au cas où la troïka rejeterait leurs propres propositions de renégociation, ils trouvent mille manières d'éviter de répondre.

*Nouvelle Démocratie* est face à une impasse majeure. C'est pourquoi, elle utilise tout type de propagande fondée sur la peur. Elle présente à la télévision des publicités (<http://www.youtube.com/watch?v=j24Tphmp-00> & fonction = related) qui montrent, comme une image de l'avenir, des élèves âgés de dix ans demander à leur professeur pourquoi la Grèce est hors de la zone euro (elle est sous le coup d'une accusation d'utilisation inacceptable des enfants) avec le slogan « nous ne jouons avec l'avenir de nos enfants ». L'organisation de jeunesse du parti a publié une vidéo anonyme (<http://www.youtube.com/watch?v=RcgBIQILQ3w> & feature = related) où Alexis Tsipras est représenté par un acteur comme client macho d'un restaurant coûteux, qui refuse de payer l'addition et que les serveurs jettent dehors ; le message est clair : si la Grèce ne réussit pas à payer sa dette, elle sera chassée de l'UEM. C'est une publicité extrêmement provocatrice et insultante, parce que nous savons tous que le peuple grec n'a rien mangé de luxueux, au cours de ces dernières années. Mais cela montre la distance absolue du personnel politique du parti par rapport aux besoins des gens. Sous l'emprise de la panique, la direction de *Nouvelle Démocratie* a mis à la tête de sa campagne un politicien populiste et extrêmement populaire (il l'était), mais aujourd'hui en procès pour des scandales financiers.

En conséquence de tout ce qui a été dit précédemment, le chef de file de *Nouvelle Démocratie* utilise n'importe quel prétexte ridicule pour refuser de participer à un débat télévisé avec Alexis Tsipras. Il a apparemment conscience que cela lui ferait perdre toutes ses chances de victoire électorale. Il évite également de faire des interventions publiques (situation sans précédent dans la vie politique grecque) par crainte que la participation ne soit particulièrement faible. Dans le même temps, Alexis Tsipras fait des interventions publiques sur des places bondées partout en Grèce, débattant du programme de SYRIZA avec les citoyens et répondant à leurs questions, parfois pendant plus de trois heures !

Ainsi, quelques jours avant les élections, une grande bataille se déroule en Grèce entre soumission et résistance, compromis et conflit, humiliation et dignité. Une bataille entre la crainte et l'espoir. Qui, finalement, l'emportera ?

## La montée de l'extrême droite néonazie en Grèce :

# Un enfant de la crise et des spécificités de la société grecque ; un défi pour la gauche

Michalis Nikolakakis, Institut Nicos Poulantzas

Le 6 mai, 440.000 personnes ont voté pour le parti néo-nazi, *Aube Dorée*. Elles ont choisi de soutenir un groupe politique, qui, outre le fait d'être ouvertement nazi, est responsable de centaines d'attaques meurtrières contre des immigrants et des membres d'organisations de gauche et anarchistes ; un groupe, dont l'existence même devrait être interdite, non parce que l'interdiction d'une quelconque idéologie politique apportera quelque chose à la démocratie grecque, mais parce que beaucoup de ses cadres devraient être poursuivis pour atteinte à la loi pénale. Après l'agression d'un membre d'*Aube Dorée* contre deux députées de gauche du *KKE* et de *SYRIZA*, les stations de télévision ont décidé de briser le silence et de parler du rôle du parti, qui, pendant tant d'années, a été dénoncé par la gauche.

Le riche débat qui a lieu ces jours-ci en ce qui concerne ce nouveau phénomène dissimule les caractéristiques réelles des électeurs du parti, derrière l'affirmation « n'exagérons pas ; ces 440 000 personnes ne sont pas des nazis ». Je vais donc, ici, tenter d'éclairer ce que signifie vraiment le soutien à ce groupe, non comme réaction contre un système de parti en plein effondrement, mais comme choix en soi. Dans ce cadre, je fais les remarques suivantes :

1. Contrairement à ce qui se passe dans les autres pays d'Europe occidentale, en Grèce, les sondages ont pu prévoir le résultat électoral de l'extrême droite parce que ses électeurs n'ont pas eu honte de déclarer qu'ils voteraient pour elle, comme ce fut le cas en France, par exemple.
2. La géographie électorale d'*Aube Dorée* révèle que le parti est présent dans toute la Grèce, mais plus fortement dans les centres urbains au comportement électoral traditionnellement conservateur. Ses scores les plus élevés ont été réalisés dans la région de « droite » du Péloponnèse, et plus particulièrement dans les régions qui ne sont pas confrontées à d'importants problèmes d'immigration. Les scores les plus faibles ont été réalisés dans la région « démocratique » de la Crète, alors que les cas de violence raciste au cours des dernières années n'y sont pas rares.
3. Alors que les deux partis au pouvoir ont créé des réseaux clientélistes, les forces politiques d'extrême droite se sont incorporées à eux sans rien demander d'important. Toutefois, l'incapacité de ces partis à tenir leurs promesses a politiquement libéré ceux qui étaient porteurs des idées d'extrême droite.
4. Les 400.000 électeurs d'*Aube Dorée* ne sont donc pas des nazis. Mais ils adhèrent à un cadre social et idéologique où l'expression de leur soutien à *Aube Dorée* n'est pas répréhensible. Cela s'explique par le fait que le racisme, comme prise de position politique est beaucoup plus répandu que le noyau dur des électeurs d'extrême droite. Le fait que, pour une part croissante de la base électorale, l'attitude envers les immigrants ait constitué le critère de base établi par les partis de l'ex-système bipartite et les grands médias n'est pas sans rapport avec le passage de l'agenda politique du chômage, de l'austérité et de la récession à la sécurité et à la peur de la « pollution » provoquée par l'immigration illégale.
5. Mais le racisme n'est pas le seul élément présent dans la base électorale d'*Aube Dorée*. Voter pour ce parti traduit également une évolution idéologique réelle et visible au sein de la société grecque dans le sens de l'anti-parlementarisme. En d'autres termes, une

évolution vers une large remise en cause de l'idée selon laquelle les institutions parlementaires bourgeoises constituent une manière adaptée d'articuler l'antagonisme politique et social. Cet anti-parlementarisme s'exprime aujourd'hui - du moins publiquement - par l'extravagance des rites des dirigeants d'*Aube Dorée* devant les caméras, mais aussi par leurs attaques contre différentes parties de la société. Demain, nous pourrions voir cet antagonisme transsubstantié dans une proposition politique plus mature qui intègre idéologiquement les parties de la société grecque favorables à une « modernisation » ou à une « réforme », comme c'était le cas dans la période entre deux guerres avec le fascisme.

6. Dans ce contexte, la Gauche et l'extrême droite constituent des issues et des propositions diamétralement opposées pour comprendre la crise de la représentation politique sur le plan idéologique. Dans ce cadre, la Gauche doit mettre l'accent sur le danger fasciste, afin de le contrer, mais plus important encore, elle se doit de réussir ce que la Gauche elle-même projette de faire. Elle doit confirmer et maintenir ce qui relève de l'héritage démocratique.

7. Le vote pour *Aube Dorée* n'est pas seulement indicatif de la propagation du racisme et de l'anti-parlementarisme en Grèce. Il témoigne aussi de la propagation d'un nouveau type de sexisme défensif. Le vote pour *Aube Dorée* est bien plus élevé chez les jeunes hommes. Le changement politique (*metapolitefsi*) a marqué une rupture extrêmement positive (ce que nous avons toujours tendance à oublier) pour la femme en Grèce à la fois sur le plan social et économique. La crise économique place le rôle des deux genres sur le devant de la scène. Le changement de valeur effectué avec la *metapolitefsi* a privé les hommes grecs de leur possibilité d'incarner l'idéal masculin qui consiste à nourrir et diriger la famille. La crise d'aujourd'hui scelle cette évolution puisque, même s'ils le voulaient, le chômage et la réduction des revenus, leur interdit de jouer ce rôle autonome et dominant dans la répartition du pouvoir au sein de la famille. Ainsi, en écho aux analyses de l'Ecole de Francfort sur la « personnalité autoritaire » qui a soutenu le fascisme, la « castration » économique et sociale de l'homme grec est reconstruite au travers d'orientations extrêmement violentes et viriles (culturelles jusqu'à une date récente, et politiques, au cours de la dernière période). La violence dans les stades, l'émergence du *body-building* comme idéal esthétique et les codes esthétiques de la vie nocturne pendant des années ont montré l'émergence de ce nouveau sexisme défensif. *Aube Dorée* est la véritable expression politique de ce nouveau sexisme, en tant que demande de rétablissement d'un ordre social où la femme reste à la cuisine et l'homophobie paranoïaque (qui découvre des perversions sexuelles partout, pour masquer toute « carence ») en position d'autorité. Une tendance analogue est clairement apparue avec l'attaque néo-nazie contre les deux candidates de la gauche aux élections législatives (ce qui semble montrer qu'il se sent humilié et réagit au fait d'être combattu par des femmes), et avec des commentaires soutenant son geste, exprimés en privé, ces derniers jours en Grèce.

## **Le régime spécial des medias en Grèce**

*Stelios Fotinopoulos, Institut Nicos Poulantzas*

La crise des médias en Grèce est une conséquence de l'absence croissante de démocratie réelle. Si en Grèce, il y a un secteur non-pluraliste de la vie publique, c'est certainement celui des grands médias privés. Ces stations se sont emparées de l'autorisation de transmettre à travers des fréquences publiques après une décision ministérielle de 1989. Cette décision a permis à des gens qui avaient « une expérience traditionnelle dans le système des médias » de mettre en place « des chaînes de télévision non publiques ». La loi qui rend cela possible est

basée sur une loi gouvernementale des années 1970 qui n'ouvre cette possibilité qu'aux amateurs des stations de télévision et de radio locales. Les hommes d'affaires, évoqués dans la loi, ne sont autres que les grands éditeurs bien établis. Ils furent les premiers à réagir à cette situation toute nouvelle et à s'emparer de cette opportunité. Le critère pour avoir une licence d'utilisation des fréquences publiques pour transmettre un signal télévisé, était seulement la qualité du programme envisagé.

Depuis de nombreuses années, les médias privés traditionnels étaient synonymes de corruption et ils ont été souvent accusés de manipuler l'opinion publique. La méthode d'encadrement\* a été présentée comme la principale règle du journalisme, la plupart du temps sans pénalités de la part du Conseil National de la télévision et de la radio. Le dernier phénomène extrêmement important d'encadrement par les médias grecs, s'est produit lors de l'explosion sociale de décembre 2008, lorsque la police a tiré sur un garçon de 15 ans provoquant des émeutes massives. La télévision grecque et les journaux n'ont parlé que des émeutes et des affrontements et les ont associés au contexte pacifique du mouvement de la jeunesse. Nous avons eu alors un renversement total de l'opinion publique en faveur du gouvernement grec et de la police. Le principal ennemi du système, à cette époque, était *SYRIZA*. *SYRIZA*, qui n'était rien, mais raisonnable et respectueux des milliers de jeunes étudiants qui manifestaient à travers la Grèce, a déclaré que nous n'approuvons pas les violentes émeutes et les brutalités, mais nous devons prêter attention aux raisons qui provoquent l'ensemble de l'explosion sociale : exclusion sociale, éducation, chômage. De ce point de vue, décembre 2008 a été un aperçu de la crise économique et sociale à venir. Une crise de la démocratie elle-même.

### **Gouvernements, banques, propriétaires des médias : le triangle du péché**

Il faut souligner qu'aucun organisme des médias dominants qui possèdent des chaînes de télévision n'a jamais payé quoi que ce soit pour les fréquences publiques qu'ils utilisent. Au contraire, ces médias émettent des nouvelles de mauvaise qualité et sont étroitement liés à des entreprises privées et à des investissements publics. Il est très significatif que les quatre plus grandes chaînes de télévision grecques soient détenues par des propriétaires de navires et par les propriétaires de grandes entreprises de construction qui réalisent tous les grands projets de construction publique. *SYRIZA* a décrit à plusieurs reprises cette situation comme le « triangle du péché », composé des deux anciens grands partis (*PASOK* et *Nouvelle Démocratie*), les propriétaires de chaînes de télévision et les banquiers. L'histoire se déroule ainsi : les gouvernements favorisent les banques d'un millier de façons différentes, les banquiers accordent des prêts aux chaînes de télévision et aux affaires de leurs propriétaires et, par voie de conséquence, les chaînes de télévision soutiennent le gouvernement. Tous ces facteurs ont provoqué un grand manque de démocratie et le peuple grec partage ce point de vue dans une large mesure.

*SYRIZA* fait une proposition claire à ce sujet. Toutes les chaînes de télévision qui utilisent des fréquences publiques pour transmettre leurs signaux doivent payer pour cette concession. Un Conseil national démocratique et efficace de la télévision et de la radio sera également un élément essentiel en ce sens. Le traitement de ces problèmes, à l'origine desquels se trouvent tous les précédents gouvernements et dont ils ont tiré profit, est de la plus grande importance pour un gouvernement de gauche.

\* Dans le domaine de la communication, l'encadrement définit la façon dont la couverture médiatique façonne l'opinion de masse. Pour être plus précis, les effets d'encadrement renvoient aux résultats concernant le comportement ou l'attitude qui proviennent de la façon dont un élément d'information donné est encadré dans le discours public.

## Opposition de Gauche en Allemagne :

# Europe : il faut un changement de direction

*Axel Troost, porte-parole du groupe parlementaire de DIE LINKE; Vice-président du parti DIE LINKE*

Pour mettre en œuvre son projet-phare, la règle d'or, le gouvernement allemand doit changer la constitution et dépend donc des votes de l'opposition. Les négociations sur cette question auront lieu jusqu'au 13 juillet, et *Die Linke* s'y associera à différents niveaux.

### **Pourquoi nous ne pouvons pas soutenir la règle d'or**

La règle d'or propose explicitement une limite d'endettement intégrée dans la constitution de toutes les nations participantes. Nous la désapprouvons pour les raisons suivantes :

- Tout d'abord, ce sont des raisons économiques qui plaident contre cette règle : il sera plus difficile de réaliser une politique de stabilisation active, ainsi qu'une politique financière formative, pour effectuer un tournant socio-économique, par exemple.
- Deuxièmement, la règle d'or attaque la démocratie, puisque les parlements nationaux devront céder leurs droits sur les budgets, en cas d'infraction aux exigences injustifiées de la règle.
- Nous désapprouvons également cette règle pour des raisons socio-économiques : le principe de la concurrence entre les Etats ne conduit pas à une consolidation budgétaire par l'introduction de taxes plus élevées sur les actifs et les bénéfices des sociétés, mais se fera principalement au détriment des salariés et des bénéficiaires d'aides de l'Etat.

La règle d'or est une menace pour le processus d'intégration européenne. C'est à cause d'elle que de nombreux pays associeront l'UE uniquement à l'austérité et à la déconstruction de la démocratie.

Prenant tout cela en considération, nous ne pouvons pas approuver un compromis avec la coalition. Par ailleurs, les revendications du *SPD* et des *Verts* présentent des faiblesses importantes.

### **Le Pacte de croissance**

Le *SPD* et les *Verts*, comme le président Hollande en France, demandent d'ajouter à la règle d'or un pacte pour le développement et l'emploi.

Le projet d'obligations pour financer des projets d'infrastructures, qui a été débattu dans le cadre de cette affaire, ne sera rien d'autre qu'une goutte dans l'océan. On peut dire la même chose au sujet du programme d'action immédiate pour lutter contre le chômage des jeunes ainsi que des 10 milliards d'euros pour la Banque européenne d'investissement. Le pacte de développement est plutôt un programme de campagne qu'un programme politique digne de ce nom.

### **La taxe sur les transactions financières**

Il est temps de lever le blocage obstiné du *FDP* (Parti libéral-démocrate) et de se décider à introduire des mesures à l'échelle européenne. Sur ce point, le *SPD*, les *Verts* et *Die Linke* ont la même position. Il serait judicieux, par ailleurs, de réagir contre les diverses tentatives d'austérité.

La taxe sur les transactions financières est un outil pour financer des problèmes mondiaux, comme les aides au développement et la protection de l'environnement et du climat dans le

monde ; à l'instar de ce que réclamaient Attac et la campagne sur la « taxe contre la pauvreté ». Le Parlement allemand ne doit pas se défaire de ses responsabilités à l'égard du reste du monde, pour la seule raison qu'il faudrait utiliser les fonds provenant d'une taxe sur les transactions pour surmonter la crise de l'euro.

Il faut donc trouver d'autres sources de revenus. C'est pourquoi, il semble étonnant que la proposition faite par les *Verts* d'une taxe sur la propriété soit absente du document qu'ils ont publié avec le *SPD* : à la différence de la taxe sur les transactions financières, dont l'introduction dépend aussi d'autres gouvernements européens, certains d'entre eux étant rétifs, le gouvernement allemand pourrait, de lui-même, faire bien davantage en ce qui concerne la taxe foncière.

### **Fonds d'amortissement de la dette**

Le *SPD* et les *Verts* ont pris l'idée d'un fonds d'amortissement de la dette dans le rapport élaboré par le Comité consultatif d'experts pour l'évaluation du développement économique. Selon ce concept, les Etats participants externalisent les dettes supérieures à 60 pour cent de leur PIB dans un stock commun et reçoivent une aide financière temporaire sous la forme d'émissions obligataires du stock (euro-obligations). En retour, les Etats participants seraient obligés de s'engager à une dette limitée et à un plan d'apurement, chose déjà entrée en vigueur avec la règle d'or.

Le financement par le biais d'un fonds commun doit aider les États à regagner la confiance des investisseurs financiers. Mais une politique d'émancipation ne devrait pas avoir pour objectif d'apaiser les marchés financiers, mais plutôt de dépasser leur dictat permanent - par exemple par des euro-obligations ou la réorganisation de la BCE.

L'ensemble de la proposition n'est guère prometteuse : l'Espagne ne souffre pas d'un niveau d'endettement élevé, ce sont ses perspectives d'avenir qui apparaissent sombres. En raison de l'amortissement des fonds, l'Espagne est seulement habilitée pour 88 milliards d'euros, ce qui écarterait difficilement toute pression. Le deuxième cas important d'insécurité, l'Italie, devrait non seulement présenter un budget équilibré - assez difficile -, mais aussi payer la dette chaque année à un niveau de 50 milliards d'euros. Nulle part dans la proposition, il n'est précisé comment réaliser tout cela.

Le fonds d'amortissement de la dette pourrait être une bonne idée si elle venait à chatouiller le gouvernement allemand avec l'idée de communautarisation des dettes, mais ce n'est pas une solution permettant de surmonter la crise.

### **Perspectives**

Nous n'avons pas à attendre grand-chose de ces négociations : le *SPD* risque davantage de chasser Willy Brandt que de refuser la règle d'or. Le *SPD* va donc vendre son accord pour un prix avantageux, et les *Verts* avec lui. Dans le contexte d'une grave crise de l'UE qui remet en cause le projet européen à un niveau essentiel, la taxation à 0,01% des transactions financières ne peut pas être considérée comme une avancée importante. Même la distribution de deux milliards pour des projets isolés çà et là est une réponse inadaptée aux problèmes graves de l'Union monétaire et également une mauvaise stratégie de sauvetage du gouvernement allemand. Quiconque souhaite parvenir à un changement de la politique de gestion de la crise doit voter pour *Die Linke*.

## Forum au Parlement européen

# Un autre chemin pour l'Europe

Bruxelles, 28 juin 2012, 9.00-18.30

L'appel « un autre chemin pour l'Europe » invite les organisations de la société civile, les mouvements sociaux, les réseaux, les syndicats et les forces politiques à un débat d'une journée, au Parlement européen à Bruxelles, sur les moyens de sortir de la crise européenne.

De nombreux appels, textes, propositions sont lancés sur l'avenir de l'Europe et sur les issues à la crise. Le but de cette initiative est de contribuer à ouvrir un débat, au niveau européen, entre militants, experts, forces et décideurs politiques sur les actions que les institutions européennes et nationales, les forces politiques et les organisations sociales peuvent prendre pour dépasser les politiques néolibérales et aller vers un développement durable et démocratique de l'Europe, se libérer des discriminations et des inégalités. Cette initiative fait partie d'un ensemble d'activités organisées au niveau européen sur les alternatives à la crise. Nous proposons d'organiser la rencontre autour de trois questions (politiques macroéconomiques et des finances, *New Deal Vert* et emploi, démocratie) et d'avoir un premier échange de vues informel sur les propositions politiques les plus pertinentes, pour appréhender quelles sont celles autour desquelles nous pourrions élaborer une approche commune et, si possible, de futures actions communes ou coordonnées.

Chaque session sera introduite par des intervenants d'organisations de la société civile et de réseaux d'experts qui présenteront de façon synthétique les propositions qui ont émergé sur chaque sujet, pour ouvrir le débat avec les militants, les représentants des différentes forces politiques et les membres du Parlement européen. L'objectif est de contribuer à l'émergence de propositions communes pour des politiques alternatives aux niveaux européen et national. Les participants représenteront un large éventail d'organisations de la société civile, de réseaux, de syndicats, d'experts et d'intellectuels, ainsi que de forces politiques progressistes du Parlement européen.

### Organisations participantes :

Active Citizenship Network, Arci, Attac France, Attac Allemagne, Attac Finlande, Corporate Europe Observatory, Economistes Atterrés, Euromemorandum, European Alternatives, european Federalist Movement, Fiom-Cgil, Il Manifesto, Joint social Conference, New Economics Fondation, OpenDemocracy.net, Red Pepper, Rete @ sinistra, Sbilanciamoci!, Social Watch Italian Coalition, soundings, transform!europe, Transnational Institute et d'autres.

### Contact et informations:

[www.anotherroadforeurope.org](http://www.anotherroadforeurope.org)  
[anotherroadforeurope@gmail.com](mailto:anotherroadforeurope@gmail.com)

**Lieu :** Parlement européen, Bruxelles Salle ASP 3G3



## PROGRAMME PRÉVISIONNEL

9,00

- Ouverture : Isabelle Durant, vice-présidente du Parlement européen (Verts / ALE), Rossana Rossanda (il Manifesto)

9,15 - 11,45

### **1. Apprivoiser la finance - L'Euro, les marchés financiers, la dette et les politiques budgétaires**

- Président : Mario Pianta (Sbilanciamoci!)
- Ouverture et analyse des propositions alternatives
- Remarques introductives: Trevor Evans (Euromemorandum)
- Propositions de militants et d'experts : Dany Lang (Economistes atterrés), Ronald Janssen (CES), Andrea Della Vecchia (Joint social Conference), Antonio Tricarico (Re:common), Corporate Europe Observatory, militante grecque (à confirmer), Andrew Simms (New Economics Foundation), Andrea Baranes (Fondazione RESPONSABILITA Etica), etc
- Membres du Parlement européen et forces politiques : Leonardo Dominici (Socialistes et Démocrates), Liem Hoang Ngoc (Socialistes et Démocrates, France), Jürgen Klute (Gauche unitaire européenne, l'Allemagne), Philippe Lamberts (Verts / ALE, Belgique ), Patrick Le Hyaric (Gauche unitaire européenne, France), Gianni Pittella, vice-président du Parlement européen (Socialistes et Démocrates), etc
- Discussion

11:45-13:00

### **2. Éviter une grande dépression : Un new deal vert, l'emploi, la conversion écologique et les biens communs**

- Président : à définir
- Ouverture et examen des propositions alternatives
- Remarques introductives : Pascal Petit (Université Paris 13)
- Propositions de militants et d'experts: Philippe Pochet (ETUI), Etienne Lebeau (Joint Social Conference), Maurizio Landini (FIOM-CGIL), Thomas Coutrot (Attac France), Attac Allemagne, Mariya Ivancheva (Alternatives européennes Bulgarie), Tommaso Fattori (campagne de l'eau), Jason Nardi (Social Watch Italian Coalition), etc.
- membres du Parlement européen et forces politiques : Nikolas Chountis (gauche unitaire européenne, Grèce), Stefano Fassina (Partito Democratico , Italie), Sven Gieglod (Verts / ALE, Allemagne), Marisa Matias (gauche unitaire européenne, Portugal), etc
- Discussion
- Pause déjeuner

15.00 - 17.30

### **3. Une Europe démocratique - Participation et prise de décision au niveau européen**

- Président: Monica Frassoni (Les Verts européens)
- ouverture et examen des propositions alternatives
- Remarques introductives: Rossana Rossanda (Il Manifesto), Susan George (Attac France et transnationale Institute)
- Propositions de militants et d'experts: Rosemary Bechler (Open Democracy), Pier Virgilio Dastoli (Federalist), Giulio Marcon (Sbilanciamoci!), Hilary Wainwright (Red Pepper, Royaume-Uni), Sarah King (CES), Franco Carminati (Joint Social Conference), Massimo

Torelli (Rete @ sinistra), Daniel Seco (Mouvement 15M, Barcelone), Lorenzo Marsili (European Alternatives), Tamsin Murray-Leach/Sean Deel (London School of Economics), Raffaella Bolini (ARCI), Luciana Castellina (ancienne députée européenne), Roberto Musacchio (ancien député européen), Walter Baier (transform!Europe)

- Membres du Parlement européen : Isabelle Durant (Verts / ALE), Paul Murphy (Gauche unitaire européenne, Irlande), Rui Tavares (Verts / ALE), Gaby Zimmer (présidente de la Gauche unitaire européenne, Allemagne), etc
- Discussion

17.30 - 18.30

Conclusions et propositions d'action

synthèses des propositions de la part des présidents et discussion sur les voies pour avancer et sur les futures initiatives européennes

## **Avec la Gauche radicale grecque pour une Europe démocratique!**

*Etienne Balibar, Vicky Skoumbi, Michel Vakaloulis*

Vous pouvez signer sur :

<http://blogs.mediapart.fr/edition/les--invites--de--mediapart/article/080612/avec--la--gauche--grecque--pour--une--europe--democrat>

(Le texte est également disponible en anglais, allemand et grec.)

## **Rio+20, Sommet pour la Justice sociale et environnementale en défense des biens communs**

Du 20 au 22 juin, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable se tiendra à Rio de Janeiro (Brésil).

Les mouvements alter-mondialisation, les mouvements sociaux et citoyens ainsi que les forces progressistes du monde entier se réuniront à Rio du 15 au 23 juin et tiendront un sommet alternatif, le « Sommet des Peuples pour la justice sociale et environnementale en défense des biens communs ».

Vous pouvez trouver la présentation de transform! sur cet événement sur notre site web :

<http://www.transform-network.net/en/home/article/rio-20-peoples-summit-for-social-and-environmental-justice-in-defense-of-the-commons.html>

### **Abonnez-vous à la newsletter de transform!**

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous inscrire ou vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

[office@transform-network.net](mailto:office@transform-network.net) ou consultez notre site web.